

DOSSIER DE PRESSE

25 JUIN 2026

L'ÎLE-DE-FRANCE EN DÉCLASSEMENT



Groupe
**SOCIALISTE
ÉCOLOGISTE
RADICAL**
ÎLE-DE-FRANCE

RECOMPOSITION DE L'EXECUTIF REGIONAL

Ce qui se joue aujourd'hui dans la majorité régionale est révélateur du moment que nous vivons. Le glissement des Républicains vers le Rassemblement National et ses alliés bouscule l'exécutif de Valérie Pécresse : ses amis d'hier assument enfin leur vraie identité. Le départ de Murielle Martin-Cham, élue de la majorité régionale jusqu'à son ralliement en avril dernier à l'UDR d'Éric Ciotti, illustre parfaitement cette dérive. Lorsqu'un membre de la majorité franchit ouvertement la ligne, ce n'est plus une dérive isolée, c'est une porosité installée au cœur de l'hémicycle. Pour compenser ces départs et élargir sa majorité, la présidente fait alors le choix d'y intégrer des élus qui ne partagent pas les mêmes convictions. Une coalition de circonstance, soudée par le seul partage des postes.

Face à cela, le « en même temps » du groupe de la minorité présidentielle (Modem et Renaissance) craque lui aussi. En quête de postes, les macronistes se reconvertissent retailistes. Tout en continuant de se diviser avec la création d'un groupe Renaissance et le passage des élus Modem au sein du groupe UDI. Le macronisme est mort...

Le groupe Socialiste, Écologiste et Radical le souligne. À cette recomposition, il restera au moins une vertu : la clarté. Les masques tombent, et cette opposition de façade assume enfin le camp qui est le sien.

UN TRAITEMENT DE FAVEUR POUR LES BURALISTES ?

À la commission permanente du 26 juin, l'exécutif régional fait voter une convention qui, sous couvert de soutien aux commerces de proximité et à l'attractivité, transforme ses bénéficiaires en relais de la communication de la majorité. Si le groupe Socialiste, Écologiste et Radical soutient les aides aux commerces de proximité, en particulier en ruralité, nous dénonçons une démarche qui semble créer une inégalité de traitement.

Non seulement cette convention conclue avec la Fédération des buralistes fait de l'action publique une vitrine politique mais elle ouvre l'accès à des aides publiques pour les buralistes très éloignées de leur métier.

Sur le papier, la Région se présente en soutien des 2 700 buralistes franciliens. En réalité, ces derniers deviennent « ambassadeurs Produit en Île-de-France » : ils apposent le logo régional sur leur point de vente, diffusent les outils de promotion touristique et relaient les dispositifs de la majorité. En l'échange de quoi, les buralistes obtiennent l'accès aux aides pour les véhicules électriques, des prêts de transition écologique, au « bouclier sécurité » qui concerne en majorité les collectivités ... Bien loin du cœur de métier !

Pire, les buralistes ont désormais un droit de regard sur la lutte contre le commerce illégal de tabac dans les transports en commun. Ils deviennent associés aux autorités publiques, à titre de conseil, alors que ces prérogatives relèvent de l'Etat et d'IDFM. Comment expliquer cela ?

Le commerce de proximité francilien, ce sont aussi les libraires, les boulangers, les primeurs, les cafés et tant d'autres acteurs qui font vivre nos centres-villes et nos quartiers. Pourquoi les buralistes, et eux seuls ?

Soyons clairs. Le soutien aux commerces est légitime, et certaines mesures de cette convention sont utiles, comme la distribution du Navigo Easy par les buralistes dans des zones mal desservies ou l'élargissement des points de vente en grande couronne. Ce que le groupe Socialiste, Écologiste et Radical dénonce, c'est l'instrumentalisation et la confusion entretenue entre l'intérêt général et l'intérêt de communication de l'exécutif.

Les Franciliennes et les Franciliens n'attendent pas de la Région qu'elle se cherche des ambassadeurs de sa marque, mais qu'elle agisse. Soutenir les buralistes, oui. En faire les VRP de la communication de la majorité, non. L'argent public n'est pas un budget de campagne permanent et doit servir les intérêts de tous, pas d'une corporation.

Le groupe Socialiste, Écologiste et Radical restera vigilant sur chaque convention où le soutien régional s'accompagne d'une contrepartie financière et de communication.

FOCUS BUDGET :

BUDGET RÉGIONAL : LES MARCHÉS RASSURÉS, UN SERVICE PUBLIC QUI SE FISSURE (ENCORE)

Le compte financier 2025 et le budget supplémentaire 2026 confirment un choix politique assumé par l'exécutif régional : protéger ses indicateurs financiers et rassurer les marchés, au prix d'un désengagement de secteurs publics essentiels.

Le groupe Socialiste, Écologiste et Radical dénonce une austérité régionale maquillée en « bonne gestion » et défendra en séance des amendements pour les besoins du quotidien des franciliennes et franciliens.

La Région affiche certes des ratios favorables, mais qu'elle obtient en réduisant la voilure sur ses politiques publiques, de manière disproportionnée dans certains secteurs. Le secteur de la formation professionnelle a par exemple perdu quasiment la moitié de ses crédits en 2 ans !

Ce qui est présenté comme une gestion « robuste » et « sérieuse » repose en réalité sur une attention croissante portée aux agences de notation, et de moins en moins au service rendu aux Franciliens.

« La majorité ne peut pas continuer à brandir la contrainte financière pour justifier des renoncements politiques. Cette gestion n'est pas comptable, elle est politique. Les Franciliennes et Franciliens n'ont jamais eu autant besoin de la Région en matière de logement, d'écologie et de solidarité : c'est le moment de choisir leurs besoins plutôt que les marchés. »



Jean-Marc GERMAIN
Conseiller Régional
Député européen

FOCUS BUDGET :

BUDGET RÉGIONAL : LES MARCHÉS RASSURÉS, UN SERVICE PUBLIC QUI SE FISSURE (ENCORE)



La dette, point de départ de tous les arbitrages

Les dépenses financières atteignent 951,7 M€ en 2025, contre 647,1 M€ un an plus tôt, soit +47 %. **Surtout, les emprunts contractés en 2024, 2025 et 2026 (3,1 milliards d'euros au total) coûteront 1,6 milliard d'euros à la collectivité, là où les mêmes sommes empruntées entre 2019 et 2021 avec de meilleurs taux n'auraient coûté qu'une soixantaine de millions.** C'est plus d'1,5 milliard d'euros de surcoût lié à un mauvais calendrier d'endettement. C'est cette contrainte qui dicte les arbitrages : le budget supplémentaire 2026 consacre 95 % de ses recettes nouvelles à réduire l'autorisation d'emprunt, et seulement 12 millions d'euros aux secteurs régionaux. Désendetter plutôt que réparer...



Formation, emploi, insertion : le grand sacrifice

C'est la coupe la plus brutale, sur une compétence pourtant exclusive de la Région : -48 % en deux ans, -33 % rien qu'en 2025. Derrière les pourcentages, ce sont des publics à qui l'on supprime des programmes. Le Programme régional de formations transversales (demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap...) a vu ses crédits baisser de 100% de 2024 à 2025. Le chèque permis, qui constitue pourtant un outil concret pour lever les freins de mobilité des jeunes en insertion, est passé de 42 802 chèques attribués en 2024 à 10 860 en 2025, soit -75%. La baisse du fonds État de soutien à l'apprentissage (-88 %) aggrave la situation des CFA, auquel nous apportons notre soutien, mais ne saurait masquer un désengagement régional structurel depuis plusieurs années. Le tout au moment où le chômage et les défaillances d'entreprises repartent à la hausse.

FOCUS BUDGET :

BUDGET RÉGIONAL : LES MARCHÉS RASSURÉS, UN SERVICE PUBLIC QUI SE FISSURE (ENCORE)



Logement : une politique ralentie en pleine crise

L'exécutif peut revendiquer une hausse des paiements en 2025. Mais l'indicateur qui compte, la capacité à lancer de nouveaux projets, s'effondre : les autorisations de programme chutent de 72 % (de 75 à 21 M€). Or une construction est par nature pluriannuelle : moins d'engagements aujourd'hui, c'est moins de logements demain et les retards sont exponentiels. Le CESER alerte d'ailleurs sur un secteur qui perd les deux tiers de ses moyens d'action, dans une région où il manque déjà 16 000 logements étudiants. C'est la politique du « stop and go » que nous dénonçons depuis 2024.

Nous avons proposé un chèque énergie-climat à destination des plus modestes, à l'instar de ce qui avait été fait lors de la crise énergétique de 2023, suite à la guerre en Ukraine. D'après l'Institut Paris Région, 870 000 ménages franciliens sont en situation de précarité énergétique, soit 17 % du parc, bien au-dessus des 13% de moyenne en France. Cette aide permettrait de financer des travaux d'isolation et du matériel rafraichissant et calfeutrant pour les foyers les plus démunis, qui subissent de plein fouet le froid l'hiver et les chaleurs intenses l'été.



Santé et déserts médicaux : former ne suffit pas

La Région finance les formations sanitaires, ce qui est utile. Mais elle ne répond pas au problème de fond : l'Île-de-France est devenue le deuxième désert médical de France, et le fonds de résorption des déserts médicaux a été divisé par deux depuis 2021 (13,7 à 7,5 M€). Pire, l'aide se concentre là où les besoins sont les moindres : 75 % des installations financées le sont en zone urbaine, et **la Seine-Saint-Denis, premier désert médical régional, est le département le moins aidé.**

FOCUS BUDGET :

BUDGET RÉGIONAL : LES MARCHÉS RASSURÉS, UN SERVICE PUBLIC QUI SE FISSURE (ENCORE)



Lycées et jeunesse : des angles morts persistants

Les dépenses de fonctionnement dans les lycées baissent (-35 M€), et 2,3 milliards d'euros de « restes à mandater » interrogent la capacité de l'exécutif à exécuter ses propres engagements. Surtout, dix ans après le plan de rénovation des lycées, l'exécutif décide de mobiliser 390 M€ pour la rénovation thermique de 40 lycées sur 470, moins de 10%. L'annonce en parallèle d'un million d'euros pour l'achat de ventilateurs en pleines épreuves du bac arrive beaucoup trop tard, et s'est faite sans aucune concertation par rapport aux besoins du terrain. Cela illustre une impréparation aux enjeux climatiques, qui aurait dû être anticipée.

Sur le logement étudiant, le décrochage régional est également documenté : selon la Chambre régionale des comptes, seuls 9 358 logements ont été financés entre 2017 et 2023, à peine 37 % de l'objectif affiché de 25 600. L'année blanche des subventions décidée au budget 2025, puis la reconduction d'un simple plancher de 10 M€ au budget primitif 2026 (contre 19,5 M€ votés en 2024) actent ce désengagement. Dans une région où le logement absorbe entre 57 % et 75 % du budget mensuel d'un étudiant, où se situent 7 des 10 villes étudiantes les plus chères de France et où les loyers des studios ont encore progressé de 4,3 % en un an, cette inaction nourrit directement les inégalités territoriales et l'éloignement des étudiants de leur lieu d'études.

FOCUS BUDGET :

BUDGET RÉGIONAL : LES MARCHÉS RASSURÉS, UN SERVICE PUBLIC QUI SE FISSURE (ENCORE)



Sécurité et environnement : Des choix très discutables

La sécurité progresse en dépenses, portée par l'équipement. Le groupe ne nie pas ce besoin, ni l'utilité de l'aide aux communes, mais défend une sécurité du quotidien (présence humaine, prévention, médiation) qui ne peut se résumer à une politique de matériel. Le tout-répressif ne compensera pas le préventif.

En environnement, les engagements nouveaux reculent de 31 %. Quant au « plan énergie » de 860 M€ annoncé fin mai, il relève largement du « repackaging » d'annonces déjà faites, **très en deçà des besoins de territoires frappés par les inondations, tornades et les canicules.**



Fonds européens : une sous-exécution coûteuse

Enfin, alors que l'exécutif dénonce le manque de ressources, **la Région n'a dépensé que 13 % des fonds européens dont elle est l'autorité de gestion, bonne dernière des régions françaises. La moyenne nationale est à 28% de dépenses !** Ces fonds pourraient pourtant compenser une partie des coupes sur la formation, l'insertion et la transition écologique. Au lieu de quoi, la Région risque de devoir en restituer une partie à l'Union européenne. Nous souhaitons de l'argent mieux dépensé pour tous les Franciliennes et Franciliens, au quotidien. Les fonds sont disponibles, utilisons-les.

NOS PROPOSITIONS



TRANSPORTS

Renégociation anticipée du protocole État/IDFM + réforme du versement mobilité.

Plan d'urgence transports en Seine-et-Marne.

Bilan du plan d'urgence Val-d'Oise de 2019 (le « milliard » promis).



CLIMAT

Plan canicule – réponse immédiate dès cet été (cartographie des abris climatiques, adaptation des horaires de travail, ...).

Coup de pouce énergie-climat – adaptation des logements des plus modestes.

Stratégie régionale de résilience inondations – concertation + financement, adhésion au CEPRI.



SANTÉ MENTALE & PRÉVENTION

Campagne de sensibilisation santé mentale dans les lycées.

Fonds régional de lutte contre les TCA – en lien avec le rapport de Fatima Ogbi.

Plan de lutte contre le protoxyde d'azote



CONTACT PRESSE

quentin.ritz@iledefrance.fr



ser-idf.fr



groupeSER.idf



@groupeser.idf



@GroupeSER_idf